

IÑAKI ECHANIZ

Député de la 4e circonscription des Pyrénées-Atlantiques



FLASH ACTU

RÉACTION AU COMMUNIQUÉ DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

AOÛT 2024

Dans ce premier flash actu de la rentrée parlementaire, vous trouverez ma réaction à la suite du communiqué du Président de la République par lequel il refuse d'appeler Lucie Castets à former un gouvernement. Cette décision est irresponsable et abîme notre démocratie.

Le Président de la République a dissous l'Assemblée nationale le 09 juin 2024, la gauche est arrivée en tête du second tour des élections législatives le 07 juillet 2024.

De ce fait, comme dans toute démocratie parlementaire, le Nouveau Front Populaire était la coalition la plus légitime pour former un gouvernement.

Lucie Castets dans une lettre aux Français, dans ses diverses prises de paroles et lors de la consultation du Président, s'est dite prête à bâtir des compromis pour obtenir des majorités de projets au Parlement afin d'améliorer la vie de nos concitoyens.

Malgré cela, le Président continue d'approfondir la crise qu'il a lui-même ouverte en refusant d'appeler Lucie Castets à Matignon.

Le communiqué du Président est inconséquent et grave sur le plan démocratique. Le fait d'écarter la plus grande coalition arrivée en tête aux législatives est un coup de force contre la démocratie.

Je n'ai pas été réélu pour être la béquille d'un nouveau gouvernement libéral.

En 2022, Emmanuel Macron faisait déjà la fausse promesse de gouverner autrement, autour de compromis et d'une coalition. Il n'a jamais respecté cet engagement.

Le Parti Socialiste et son groupe à l'Assemblée ne sera pas le supplétif du Président dans une « grande coalition » qui mènerait la même politique que depuis 7 ans. Une politique, doublement sanctionnée par les Français dans les urnes.

